

Édito

Le triangle du Covid

Comme pour celui des Bermudes, nul ne sait combien de spécialistes divers et variés, autoproclamés ou oints par les chaînes d'info continue, combien d'hommes et femmes politiques, combien de journalistes il a déjà avalé et combien il en dévorera encore, et ceci dans le monde entier tant la bête est vorace. Au-delà de la tragédie des décès qui endeuillent les familles et les proches s'en joue une autre, politique, économique, sociale et morale.

Comme tous les triangles, celui du Covid a trois pointes. La première est évidemment celle de la crise sanitaire, avec sa double tension : le traitement des malades du Covid, mais aussi le maintien d'une capacité de soin pour toutes les autres maladies, qui n'observent aucune trêve pendant cette pandémie. Éviter l'engorgement des hôpitaux ne sert pas seulement à traiter les malades du Covid mais aussi à continuer de faire face aux cancers, aux AVC, aux accidents... Ceux et celles qui se croient trop jeunes pour craindre ce coronavirus ne le sont pas pour subir un traumatisme grave à la suite d'une chute de trottoir. La deuxième pointe du triangle est la situation économique. En France, comme dans beaucoup de pays riches et développés, l'État a déversé des milliards pour compenser la chute de la production de richesses. Le remède est utile, nécessaire, mais il ne peut être durable. Il faut que l'activité économique reprenne. Ce qui est vrai pour nous l'est plus encore dans les pays émergents, où l'État est trop faible pour protéger les plus pauvres. Ceux-là paient un lourd tribut indirect à la maladie et nul ne peut estimer l'augmentation de la mortalité liée à celle de la pauvreté. Et dire qu'il faut changer nos modes de production – et il le faut – ne suffit pas car ce qui est vrai à longue échéance tue à court terme. La troisième pointe est celle de ce qu'on nomme « acceptabilité », elle concerne chacun d'entre nous. Que sommes-nous prêts à sacrifier individuellement aujourd'hui de notre sécurité, de notre bien-être et de notre bien vivre pour assurer ceux des autres ? Ample question, psychologique et morale. Ce terrible triangle, tel un trou noir, ne se contente pas de dévorer ceux et celles qui ont une parole publique, il nous attire tous et toutes. Le virus ne nous tuera pas tous, veillons à ce qu'il ne nous rende pas fous.

CHRISTINE PEDOTTI

Le retour du Grand Turc ?

La Turquie multiplie les fronts d'intervention. Impérialisme nostalgique de l'époque ottomane ? Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), nuance ce point de vue.

Erdogan semble dans une logique de conquête territoriale. Il fait du néo-impérialisme ottoman ?

Je ne le crois pas. Mais, c'est vrai, dans ses discours, il y a de plus en plus de références à la gloire de l'Empire ottoman. En Turquie, on observe une mode néo-ottomane avec des séries télé mettant à l'honneur tel ou tel sultan ou la construction de quartiers dans un style néo-ottoman pour la bourgeoisie islamiste. Ce sont des marqueurs identitaires, mais, pour Erdogan, cela ne va pas plus loin que la posture.

Selon quelles logiques politiques agit-il ?

C'est un animal politique doté d'un sens tactique aigu, d'une réactivité incroyable – il l'a montré après la tentative de coup d'État [de 2016] –, pour le meilleur et surtout le pire. Mais, il n'a pas de vision stratégique pour son pays. Il fait des coups mais n'est pas capable de se projeter à long terme. Son obsession, ce sont les élections de 2023, d'autant que ce sera le centenaire de la proclamation de la République turque. Être réélu président cette année-là lui permettrait d'éclipser le mythe de Mustafa Kemal.

Que cherche Erdogan à montrer dans son ancienne zone d'influence ?

Il n'y a pas de logique globale. La Libye, la Syrie, le nord de l'Irak, le Haut-Karabakh, la Méditerranée, chacun de ces dossiers a ses spécificités. En Libye, Erdogan a soutenu le gouvernement de Fayez el-Sarraj monté par l'Onu – alors que la France lui préférerait le maréchal Haftar –, se posant ainsi en défenseur de la légalité internationale. Mais, au nord de la Syrie, sa logique est toute autre : il veut casser toute possibilité d'entité territoriale dominée par le PYD, le Parti de l'union démocratique, pro-kurde.

Et dans les îles grecques ?

Là aussi, il faut distinguer la forme et le fond. La forme : des déclarations insupportables cet été sur un ton belliqueux. Sur le fond, on prend une carte de géographie et on comprend que le droit maritime international ne peut pas s'appliquer mécaniquement. Sinon, la mer Égée, et en particulier les eaux bordant le sud-ouest de la côte méditerranéenne turque, deviendrait un lac grec. Donc, il faut écouter les revendications d'Erdogan, elles ne sont pas dénuées de fondement. Ce dossier vieux de plusieurs décennies n'a jamais été réglé. Il faut se donner les moyens de le résoudre par la diplomatie. Il n'y a pas d'alternative. Gesticuler et envoyer des navires de guerre ne sert à rien.

La situation est-elle aussi préoccupante dans le Haut-Karabakh ?

Le ministre de la Défense a dit que la Turquie soutiendrait ses frères d'Azerbaïdjan « par tous les moyens ». Donc, éventuellement, des moyens militaires. C'est inquiétant, mais, malgré les rumeurs, l'armée turque n'est pas partie au combat. Si elle entrait en Azerbaïdjan ou en Arménie, ce serait condamnable immédiatement par le Conseil de sécurité de l'Onu. La question du Haut-Karabakh n'a jamais été réglée, mais, pour l'instant, du point de vue du droit international, cette région est un territoire azerbaïdjanais occupé. Ce qui est préoccupant, c'est l'histoire des trois cents djihadistes syriens qui seraient passés par la Turquie pour aller combattre en Azerbaïdjan contre



les forces arméniennes. Si c'est avéré, c'est grave et condamnable, et la Turquie en porterait une large part de responsabilité. Mais nous n'avons pas de preuves. D'ailleurs, s'agissant du Caucase, Poutine ne laissera pas faire Erdogan. Il considère cette région comme son arrière-cour.

Qu'en pense l'Europe, que fait la France ?

En Europe, deux lignes s'affrontent à fleurets mouchetés. Celle incarnée par Macron veut imposer la logique du bras de fer. Il croit que le retrait des Américains de la région laisse une opportunité à l'Europe pour construire une politique de défense commune. L'autre voie, celle de Merkel, c'est la négociation. Comme actuelle présidente du Conseil de l'Union européenne, elle a envoyé son ministre des Affaires étrangères à Athènes, puis à Ankara. Lors de la dernière réunion du Conseil, la France était favorable à des sanctions. Elles ont été refusées, plus exactement reportées. Une fois de plus, l'Europe a montré une forme d'impuissance. Est-ce que la diplomatie va donner des résultats ? Il est trop tôt pour le dire. Mais la négociation est évidemment préférable à la guerre. C'est plus long, plus ingrat, mais c'est la seule voie possible.

Propos recueillis par GUILLAUME DE MORANT.